**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

N° 1701438

M. Ibrahima CONDE

M. Terras
Magistrat désigné

Jugement du 3 mars 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Marseille

Le magistrat désigné,

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 2 mars 2017, M. Ibrahima Conde demande au tribunal d'annuler les décisions du 28 février 2017 par lesquelles le préfet des Bouches-du-Rhône a décidé de sa remise aux autorités italiennes responsables de l'examen de sa demande d'asile et l'a assigné à résidence.

Il soutient qu'il souhaite que sa demande d'asile soit examinée en France car un retour en Italie serait préjudiciable à son parcours.

Par un mémoire en défense enregistré le 3 mars 2017, le préfet des Bouches-du-Rhône conclut au rejet de la requête.

Le préfet fait valoir que les moyens soulevés par le requérant ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- 2013 ;
- le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin
 - le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
 - le code de justice administrative ;

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Terras,
- les observations de Me Buquet pour le requérant et de M. Conde lui-même.

Le préfet des Bouches-du-Rhône n'était ni présent, ni représenté.

1. Considérant que M. Condé, ressortissant de nationalité guinéenne né le 1^{er} octobre 1998, demande au tribunal d'annuler la décision du 28 février 2017 par laquelle le préfet des Bouches-du-Rhône a prononcé son transfert aux autorités italiennes responsables de sa demande d'asile ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article 29 du règlement 604/2013 susvisé : « 1. *Le transfert du demandeur ou d'une autre personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point c) ou d), de l'État membre requérant vers l'État membre responsable s'effectue conformément au droit national de l'État membre requérant, après concertation entre les États membres concernés, dès qu'il est matériellement possible et, au plus tard, dans un délai de six mois à compter de l'acceptation par un autre État membre de la requête aux fins de prise en charge ou de reprise en charge de la personne concernée ou de la décision définitive sur le recours ou la révision lorsque l'effet suspensif est accordé conformément à l'article 27, paragraphe 3.* » ;

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. Condé a quitté son pays natal, la Guinée, pour se retrouver en Italie après avoir traversé le Mali, le Burkina-Faso et la Libye ; que le préfet des Bouches-du-Rhône pour prendre la décision litigieuse de remise aux autorités italiennes s'est appuyé sur l'identification du requérant par le système Eurodac comme ayant franchi régulièrement la frontière italienne le 12 septembre 2016 ; qu'il ressort toutefois des pièces du dossier que le requérant n'est toutefois pas resté sur le sol italien plus de trois semaines et que l'accord donné par les autorités italiennes n'est qu'un accord implicite d'acceptation ; que, depuis son arrivée en France et notamment à Marseille, le jeune Ibrahima Condé a été recueilli par un foyer, suit des cours au Lycée Saint-Exupéry de Marseille où les professionnels de l'éducation nationale attestent qu'il a fait des progrès très rapidement et qu'il est en train de se diriger vers une formation diplômante ; qu'il a sollicité l'asile en France dès le 20 octobre 2016 alors qu'il venait d'avoir 18 ans ; que, par suite, nonobstant la faible durée de son séjour en France, dès lors qu'il n'est pas établi qu'il a volontairement demandé l'asile en Italie alors qu'il ne parle pas l'italien et fait de nombreux efforts pour s'intégrer en France et a sollicité l'asile dans notre pays, sa vie est désormais nettement établie en France et ne peut assurément être préservée que dans ce pays ; que, par suite, dans les conditions très particulières de l'espèce, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, il est fondé à soutenir que le préfet des Bouches-du-Rhône, par la décision litigieuse, a porté une atteinte grave au droit d'asile ; qu'ainsi, la décision du 28 février 2017 doit être annulée ;

4. Considérant que l'annulation de la décision de remise aux autorités italiennes de M. Conde entraine l'annulation de la décision par laquelle il a été assigné à résidence ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Les décisions du 28 février 2017 sont annulées.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à M. Ibrahima Conde et au préfet des Bouches-du-Rhône.

Délibéré et lu en audience publique le 3 mars 2017.

Le magistrat désigné,

Le greffier,

Signé

Signé

F. Terras

A. Bonnemain

La République mande et ordonne au préfet des Bouches-du-Rhône et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Le greffier en chef,
Le greffier.